

« Globalisons fiscalement revenus du travail et du capital »

- Zakia Khattabi et Patrick Dupriez, nouveaux co-présidents d'Ecolo, entament leur mandat en proposant une réforme fiscale visant « l'équité, la justice sociale, et l'efficacité économique ».
- Globalisation des revenus (travail + capital) dans la déclaration fiscale, modification des tranches d'imposition...
- L'ensemble de ces mesures permet, selon les verts, d'« effectuer un shift fiscal de 6,15 milliards d'euros à court terme ».

C'est un peu leur entrée en matière. Elus coprésidents d'Ecolo le 22 mars, Zakia Khattabi et Patrick Dupriez prennent les commandes d'un parti partout dans l'opposition depuis les élections de mai 2014. Près d'un mois a passé, trêve pascale comprise. Le temps d'élaborer, de lancer maintenant, leur première « grande » proposition politique...

Premier acte présidentiel ?

Zakia Khattabi. Proposer une réforme fiscale. Le gouvernement fédéral s'apprête à négocier son « tax shift », nous mettons sur la table une alternative, en disant : profitons de l'opportunité pour repenser de manière globale notre système fiscal.

Patrick Dupriez. La dernière grande réforme remonte à 1962, il faut y revenir en somme. A force de compromis entre libéraux et socialistes, on n'y comprend plus rien, on a dévoyé les principes d'égalité et de solidarité qui fondaient le système.

Pour votre entrée en matière, on ne vous attendait pas forcément sur la fiscalité...

Z.K. Ici, on est dans un besoin d'alternative, et c'est la tâche d'Ecolo. Plusieurs constats à la base de notre démarche : la majorité des Belges est trop vite et trop fortement taxée ; les plus hauts revenus ne contribuent pas suffisamment à l'enveloppe commune, et disposent de nombreux mécanismes pour éluder l'impôt ; la fiscalité ne soutient pas l'économie réelle et locale ; elle encourage les pollutions, porte atteinte à la santé des Belges. Dès lors, nous appelons à un nouveau pacte social.

Pacte social ? Fiscal plutôt, non ?

Z.K. Non, car pour nous, la fis-

calité n'est pas une fin en soi, c'est un moyen, elle participe de la solidarité et l'organisation sociale. Il faut relancer la question du sens : à quoi ça sert ? A financer des services publics utiles à tous, l'éducation, etc.

Cœur de votre réforme : la globalisation des revenus. Expliquez.

P.D. Cela veut dire que l'ensemble des revenus, ceux du tra-

vail, ceux du capital, sont pris en compte pour appliquer la taxation. Dans une société où, à gauche, on dit que l'on veut protéger les travailleurs, et, à droite, que la valeur travail est essentielle, comment expliquer que... le travail soit taxé à ce point ? ! Il faut élargir l'assiette fiscale pour diminuer les taux de taxation sur le travail, en tout cas pour les bas et les moyens revenus.

En plus de la globalisation, il faut améliorer la progressivité. Quand on voit la vitesse avec laquelle les taux d'imposition augmentent en Belgique, on montre très vite très haut, beaucoup plus que dans les autres pays européens. Celui qui gagne 36.000 ou 37.000 euros paie la même chose que celui qui gagne 200.000, 300.000 euros ! Il faut immuniser fiscalement les 1.000 premiers euros. Aujourd'hui, les gens qui touchent l'équivalent du revenu d'insertion paient déjà des impôts, c'est insensé. A l'autre bout, nous voulons réintroduire une tranche d'impôt à l'IPP de 55 % pour les revenus les plus élevés, à partir de 250.000 euros net.

Cette opération « globalisation des revenus » nécessite-t-elle un cadastre ?

Z.K. Non. Le contribuable devra

déclarer l'ensemble de ses revenus, y compris les revenus du patrimoine, de la même façon qu'il déclare aujourd'hui ceux du travail.

Ajoutez notre souci de la lutte contre la fraude fiscale... Comment les gens peuvent-ils avoir confiance dans le système après avoir constaté que le gouvernement fédéral aménage un régime spécial pour les diamantaires ?

P.D. En plus de la justice sociale, j'insiste sur l'objectif d'efficacité économique. Aujourd'hui, on a un système fiscal qui tourne à l'envers puisqu'il ne favorise pas, voire il décourage, l'entrepreneuriat sur notre territoire. Notre système fiscal favorise la spéculation, les rentiers.

Notre but, ici, est de soutenir l'économie réelle, singulièrement les PME... En termes d'impôt des sociétés, on a un taux relativement élevé, mais il y a tellement de niches fiscales ! Qui profitent aux grands groupes, aux multinationales, qui payent parfois 0 % d'impôt alors que les PME, elles, sont très proches du taux théorique. Il faut réduire l'Isoc et l'appliquer de façon correcte, diminuer les niches, et y ajouter des systèmes préférentiels pour les PME, qui créent des emplois ancrés dans le territoire.

Ceci mesure encore : nous voulons permettre aux PME de déduire certains investissements productifs – sur la transition énergétique, par exemple – à 110 % sur une année, de façon à ouvrir une capacité de capitalisation et d'investissement.

Quid en termes de fiscalité sur la pollution ?

Z.K. C'est le seul secteur de la fiscalité où la Belgique est en dessous de la moyenne européenne. Les particules fines causent 3.200 décès par an chez nous,

c'est plus que les accidents de la circulation. Or, le régime fiscal actuel encourage la mise sur le marché des véhicules les plus polluants. Il faut se fixer un horizon pour agir, à 5/7 ans, soit le délai de renouvellement du parc automobile, et encourager les gens à faire le choix de la voiture la plus propre. Il s'agit aussi des voitures de société.

Vous préconisez une hausse des accises sur le diesel ?

Z.K. *On travaille dans l'autre sens : rendre progressivement plus avantageux le choix le plus propre. La fiscalité n'a pas pour objet de renflouer les caisses de*

l'Etat, elle est constructive, et ici on veut rendre attractif le choix de voitures plus propres. Accompanyer les changements de comportement. Exemple encore : réduire à 0 % la TVA sur les produits alimentaires non transformés.

L'idée centrale, c'est de dire que la fiscalité n'est pas un objectif en soi, mais un levier pour défendre un projet de société.

Que répondez-vous à ceux qui disent : pas de vraie grande réforme fiscale possible sans croissance économique. Dans le contexte, une réforme fiscale serait un luxe.

P.D. *Le contraire ! Ce qui est un luxe, c'est de considérer que l'on peut avoir de plus en plus de revenus qui vont vers les rentiers et le capital, qui sont très peu productifs, et qui ne contribuent pas à améliorer nos indicateurs sociaux, environnementaux, donc qui constituent des dettes pour le futur.*

Comment peut-on tolérer, dans notre société en défaut de croissance, d'avoir une fiscalité qui favorise les rentiers plutôt que les entrepreneurs et les travailleurs ? Cela n'a aucun sens. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

ANALYSE

Habile, conséquent, chiffré. Avec deux préventions...

Le temps de prendre leurs quartiers, et la mesure des difficultés aux commandes d'un parti groggy après l'échec de mai 2014, diminué de moitié en termes de cadres et effectifs, Zakia Khattabi et Patrick Dupriez entament ici leur mandat présidentiel par une proposition politique forte : la globalisation des revenus comme modèle de réforme fiscale. Habile et conséquent. Habile, car de cette façon, les deux positionnent Écolo dans le fil de l'« actu » chaude : les prochaines semaines seront placées sous le signe du « tax shift », par lequel le gouvernement fédéral veut transférer une part de la charge fiscale du

travail vers la consommation et/ou le capital et/ou la pollution. Les négociations débutent dans la majorité, N-VA et CD&V (lire page 6) se frittent, et les verts, certes dans l'opposition, se placent opportunément dans le débat en cours.

Habile, donc. Conséquent, disions-nous aussi : car il y a une belle logique à voir ainsi un parti qui prétend vouloir mettre en œuvre une « alternative » de société s'attacher au modèle fiscal, une montagne dans le paysage socio-économique. Du reste, le programme de Zakia Khattabi et Patrick Dupriez pour la conquête de la coprésidence d'Écolo préconisait une forme de rupture avec le capitalisme...

Habile, conséquent. Ajoutez que la réforme est chiffrée. Un document du 18 avril, signé par les co-présidents,

indique notamment que « l'ensemble de ces mesures permet d'effectuer un shift fiscal de 6,15 milliards d'euros à court terme », lequel « s'élèverait à 11,2 milliards à moyen terme, à l'horizon 2020 ». Deux préventions pour finir. Un : quelles grandes réformes sont-elles envisageables réellement dans un contexte européen (et international) où les flux financiers, tout-puissants, restent incontrôlés ? L'interrogation qui court légitimement à gauche. Précisément, à ce propos, et c'est notre seconde prévention : la frilosité avec laquelle les co-présidents des verts envisagent la possibilité d'une alliance progressiste à l'avenir, une alliance à gauche, doit sans doute à la tactique, mais laisse franchement dubitatifs, et décourage Billancourt.

DAVID COPPI

« Quelle majorité pour réaliser cela ? Nous ne sommes pas fétichistes d'une alliance »

Cette idée a circulé, relayée par vos prédécesseurs, Emily Hoyos et Olivier Deleuze : Ecolo peut inquiéter... Cette fois encore, avec cette réforme fiscale, vous prenez un risque, non ?

P.D. Il y a cette image, en effet : « Ecolo, c'est les taxes »... Nous disons : on taxe mal, trop vite, trop haut, il est souhaitable qu'une majorité de personnes paient moins de taxes, que les épaules les plus larges supportent davantage. Il faut pouvoir expliquer ça aux gens. Tout comme ceci, un peu plus délicat : si l'on veut réformer la société, payer moins cher en santé comme en « réparations » environnementales, il faut une fiscalité orientée.

Les nantis vont se sentir visés.

Z.K. On ne les rackette pas ! On demande un juste équilibre.

P.D. Ah !, bien sûr, les diamantaires ont sabré le champagne après les mesures du gouvernement fédéral. Hallucinant ! Accorder des cadeaux à un secteur où la fraude et le blanchiment sont courants...

Cette globalisation des revenus, il faut une majorité pour la voter et l'appliquer... Quid ?

Z.K. On met la proposition sur la table, ceux qui le veulent nous suivent...

Mais il faut une majorité progressiste, ou on se trompe ?

P.D. Une majorité de progrès en tout cas. Pourquoi pas avec le MR ? Qui se veut un parti du travail, des indépendants, des

PME... Alors, comment peuvent-ils cautionner un système qui favorise à ce point les rentiers ? Pourquoi le MR serait-il contre nos propositions ? S'il ne se laisse pas trop entraîner par les sirènes...

Oui, mais là, on est dans une réalité, ce ne sont pas des « sirènes » : la coalition avec la N-VA, le VLD, pas forcément des partis favorables à la globalisation des revenus...

Z.K. Nous ne sommes pas fétichistes d'une alliance, nous mettons cela sur la table et nous la porterons avec tous ceux qui nous soutiendront. Il faut une majorité, point.

P.D. Et nous constatons que le système fiscal archaïque actuel a été bâti graduellement par les libéraux et les socialistes ces 20 ou 30 dernières années.

Au fond, la majorité en faveur de cette réforme fiscale, au-delà du « poto » des partis, elle est peut-être dans la rue, dans la société. Le débat public mûrit, notamment dans les médias. Le monde syndical et des mouvements comme « Tout autre chose » ont mis ces questions de fiscalité juste à l'agenda.

In fine : vous combattez le gouvernement fédéral pour modifier sa politique ou le faire tomber ? Où placez-vous le curseur ?

Z.K. On n'a jamais été aussi inquiets pour notre modèle social et de sécurité sociale - même si ce

gouvernement ne fait là qu'ouvrir des portes entrouvertes sous

l'ancienne législature. Bon, ici, on assiste à un gros coup de pied, c'est vrai. Mais soyons prudents : dans quel état la Belgique se retrouvera-t-elle en cas de chute ? Cela fait six mois seulement qu'ils sont là, et ma crainte, c'est que s'ils tombent, ils sortent renforcés au prochain tour... Ce qui fait très peur, c'est ce qui nous attend derrière la porte...

Vous avez peur d'une sorte de fuite en avant populiste ?

Z.K. Oui. Et quand je vois le PS dans l'opposition, je ne perçois pas une réflexion de fond sur ce qui a été fait et mal fait, sur les erreurs commises, qui ont ouvert au gouvernement actuel, un examen de conscience indiquant qu'en cas de changement, on pourrait faire autre chose et mieux, une alternative...

P.D. La mobilisation doit être importante afin de modifier le rapport de forces, affirmer d'autres choix, mais à ce stade, je ne suis pas de ceux qui disent qu'il faut faire sauter ce gouvernement. Le contexte général européen est inquiétant, la Flandre aussi... ■

Propos recueillis par
D.Ci

**« En cas
de chute du
gouvernement,
dans quel état
sera le pays ? »**